

LA STRUCTURE DES KOLKHOZES

Un kolkhoze ou ce qui devrait être une ferme collective est un organisme qui, de par sa nature même, diffère essentiellement d'une association coopérative. En réalité un kolkhoze est un organisme étatique qui tend à transformer les paysans en ouvriers agricoles accomplissant leur tâche par peur des sanctions pénales.

Par l'intermédiaire de ses organismes locaux et de ses sections agraires de «rayons», le ministère de l'Agriculture administre et contrôle l'activité des kolkhozes.

Au début, un kolkhoze présentait un ensemble d'unités économiques: un kolkhoze proprement dit et une station de machines et de tracteurs, dénommée MTS. Une station de machines et de tracteurs desservait environ 42 kolkhozes, de sorte que les machines agricoles n'appartenaient pas aux kolkhozes, mais, au contraire, les kolkhozes dépendaient pour les travaux agricoles desdites stations.

Conformément au décret du 13 avril 1930, les kolkhozes, dans les «rayons» cultivant surtout des céréales, étaient tenus de livrer à l'Etat entre un quart et un tiers de la récolte globale calculée sur la base d'une année moyenne; pour les kolkhozes qui n'étaient pas considérés comme producteurs de céréales, les livraisons obligatoires ne dépassaient pas le huitième de la récolte globale. En réalité toute la production marchande allait à la collecte.

En 1932, le gouvernement décida de prendre des mesures pour régulariser le ravitaillement. Ainsi, les contrats de livraison des céréales furent supprimés et on institua un impôt payable en blé ; le taux de cet impôt devait être fixé chaque année par le gouvernement. Pour les travaux de labour, d'emblavure, de moisson et de battage les MTS devaient obtenir 20% de la récolte. Les kolkhozes, les kolkhoziens et les cultivateurs individuels furent autorisés, après les livraisons dues à l'Etat, à vendre leurs excédents sur des marchés kolkhoziens à des prix non taxés. En même temps, pour diriger des kolkhozes et des sovkhoses furent organisées auprès des sovhozes et des MTS des sections politiques formées de membres du parti. Ces sections politiques devaient épurer les kolkhozes et les MTS des éléments socialement dangereux et faire comprendre aux kolkhoziens la nécessité de remplir les engagements quant aux livraisons à l'Etat.

A partir de 1930, un système de rémunération des kolkhoziens fut adopté basé sur le nombre des journées de travail effectuées par les kolkhoziens dans l'année. La journée de travail appelée *troudodien* ne correspond pas à la journée physique de labeur. Quand un kolkhozien a accompli un travail ne demandant pas de connaissances spéciales, on lui compte pour sa journée physique un *troudodien*; par contre, une journée de travail qualifié lui sera comptée pour un *troudodien* et demi ou deux *troudodiens*. Et au fur et à mesure que la qualification du kolkhozien augmente, le nombre des *troudodiens* augmente lui aussi.

Pourquoi ce mode de rémunération en journées de travail?

Au VIème congrès des soviets, en mars 1931, le commissaire à l'Agriculture Yakovlev souligna que l'erreur la plus grave fut commise en 1930, quand le revenu fut réparti non pas d'après le travail effectué, mais par tête. Et c'est pour intéresser les kolkhoziens aux fruits de leur labeur que fut introduite la rémunération par *troudodien*. Soulignons cependant que la répartition devait s'effectuer - et s'effectue jusqu'à présent - à la fin de l'année agricole, au prorata des revenus globaux du kolkhoze. Mais il faut

remarquer que pour un très grand pourcentage des kolkhozes, vu les revenus très restreints, la rémunération des kolkhoziens pour leurs *troudodiens* était nulle ou quasi nulle. Après la disparition de Staline, il fut question de donner aux kolkhoziens des avances en argent et en nature sur les *troudodiens* effectués pour leur permettre de subsister jusqu'à la fin de l'année agricole. Mais très restreint fut le nombre des kolkhozes possédant les moyens financiers nécessaires pour donner ces avances (1).

PRODUCTION INDIVIDUELLE ET PRODUCTION COLLECTIVE

Aussi, en parlant des moyens d'existence des kolkhoziens, il est indispensable de s'arrêter sur le problème des parcelles de terre que chaque kolkhozien a le droit de posséder derrière sa maison et qu'il a le droit de cultiver à son profit personnel sans devoir abandonner la récolte à l'Etat. Pour la possession de ces lots individuels, la paysannerie mène une lutte sourde et incessante contre l'Etat, de sorte que tantôt l'Etat les diminue, tantôt les kolkhoziens les augmentent par une espèce d'auto-défense. C'est à ces lots individuels, d'ailleurs très petits (entre 25 et 50 ares), que la paysannerie soviétique accorde toute son attention, les travaillant avec un soin particulier, et ce sont ces lots qui nourrissent non seulement les paysans eux-mêmes, mais aussi en partie la population urbaine.

Ainsi, dans les «*Izvestia*» du 4 mars 1966, un certain Stépanov donne les chiffres suivants: les lopins individuels ont donné, en 1964, 42% de la viande et des produits laitiers du pays, 73% des œufs et 64% de pommes de terre. Or la superficie globale de ces lopins est égale à 3% de l'ensemble des terres cultivables!

Il existe cependant un minimum de travail obligatoire. Par décret du 27 mai 1939 fut fixé un minimum obligatoire de 60 à 100 journées de travail pour chaque kolkhozien valide. Si les kolkhoziens ne faisaient pas ce minimum de journées dans l'année, on avait le droit de leur retirer leur maison et leur lopin individuel.

Le 13 avril 1942, le minimum de travail obligatoire pour les kolkhoziens et kolkhoziennes valides fut élevé à 100 -150 *troudodiens* et les adolescents de 13 à 16 ans furent astreints à 50 journées de travail obligatoire. Actuellement, d'après les estimations, on évalue entre 197 et 199 le nombre moyen des journées de travail accomplies par un individu valide. En même temps, les autorités locales furent autorisées à mobiliser les citoyens valides - les hommes de 14 à 55 ans, les femmes de 14 à 50 ans - pour aider dans les travaux agricoles urgents. Actuellement encore, la main-d'œuvre auxiliaire citadine dans les kolkhozes se traduit par 83 millions de journées de travail pour la période 1960-63 («*Kommunist*», n°18, 1965).

Avant la guerre, la journée de travail des kolkhoziens était fixée à 9,6 heures, même en période de grands travaux. Par décret du 1er août 1940, la journée de travail pendant la moisson devait commencer entre 5 et 6 heures du matin et finir à la tombée de la nuit (2).

Vu le fait que les journées de travail des kolkhoziens étaient et sont pratiquement peu ou pas rémunérées, les kolkhoziens travaillaient et travaillent encore sous la contrainte, ce qui se répercute sur l'état de l'agriculture elle-même. En effet, le kolkhozien, obligé de travailler gratuitement ou quasi gratuitement néglige les travaux agricoles et délaisse les champs, autrefois fertiles. Ainsi, on estime qu'actuellement le nombre des champs en friche dans la partie européenne de la R.S.F.S.R., hors des Terres Noires, est égal aux territoires des pays Scandinaves. D'anciens champs sont couverts par la forêt et par des arbustes qui attaquent les terres arables et exigent de nouveau un grand travail de défrichage déjà accompli autrefois par les paysans russes. Les prairies sont envahies par les arbustes et exigent elles aussi un grand travail pour pouvoir nourrir le bétail.

En outre, les terres soviétiques sont devenues peu fertiles par manque d'engrais tant naturels que chimiques. En effet, l'Etat produit et envoie une certaine quantité d'engrais chimiques, mais la plupart des kolkhozes ne les amènent pas jusqu'à la ferme, n'ayant ni moyens de transport, ni argent pour les

(1) En juillet 1966 a été juridiquement introduite la rémunération garantie des kolkhoziens sur la base des salaires des ouvriers des sovkhozes. Nous ne possédons pas de données sur l'application effective de cette mesure.

(2) Voir *L'agriculture soviétique*, recueil de statistiques, 1959, p.98.

payer. De sorte que durant des années, des engrais chimiques déchargés le long des voies de chemins de fer ont formé, en s'accumulant, de véritables monticules. Quant aux kolkhozes qui les amenaient jusqu'aux champs, ils se sont endettés envers l'Etat pour ces engrais.

En ce qui concerne les stations de machines et de tracteurs, elles ont été vendues aux kolkhozes en 1958. Ces derniers devaient payer les machines reçues, ce qui augmenta leur endettement envers l'Etat. Voilà pourquoi, après la chute de Khrouchtchev, le gouvernement déclara une espèce de moratoire ou même l'annulation des dettes kolkhoziennes. Ce n'était d'ailleurs qu'une apparence de magnanimité, car les kolkhozes, de toute façon, étaient incapables de s'acquitter de leurs dettes.

Ida METT.
